

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
JUGEMENT rendu le 11 octobre 2018

3^{ème} chambre 4^{ème} section
N° RG 17/01966, N° Portalis 352J-W-B7B-CJZAB

DEMANDERESSE

Société APP GROUP INC

600 rue Chabanel
MONTREAL , Québec,(CANADA)
représentée par Maître V B du PARTNERSHIPS KING &
SPALDING INTERNATIONAL LLP, avocats au barreau de PARIS,
vestiaire #A0305

DÉFENDEURS

S.A.R.L. MANGO FRANCE

43 rue Lafayette
75009 PARIS

S.A.S MANGO HAUSSMANN

54 Boulevard Haussmann
75009 PARIS

Société PUNTO FA S.L.

C/ Mercaders 9/11 Pol. Ind. Riera de Caldes
Palau Solita I Plegamans
08184 BARCELONA (ESPAGNE)

Société MANGO ON LINE SA

C/ Mercaders 9/11 Pol. Ind. Riera de Caldes
Palau Solita I Plegamans
08184 BARCELONA (ESPAGNE)
représentées par Me L D G de la SELAS DE GAULLE FLEURANCE
& ASSOCIES, avocats au barreau de PARIS, vestiaire #K0035 & Me
S L , avocat au barreau de PARIS

COMPOSITION DU TRIBUNAL

C L , Vice-Présidente

E M , juge

G D , Juge

assisté d'Alice A, Greffier,

DÉBATS

A l'audience du 5 septembre 2018 tenue en audience publique
devant C L , O M, juges rapporteurs, qui, sans opposition des

avocats, ont tenu seules l'audience, et, après avoir entendu les conseils des parties, en ont rendu compte au Tribunal, conformément aux dispositions de l'article 786 du Code de Procédure Civile.

JUGEMENT

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe
Contradictoire
en premier ressort

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES :

La société APP GROUP (CANADA) INC, après APP GROUP, de droit canadien créée en 1991, conçoit et commercialise des manteaux et accessoires de mode sous la marque MACKAGE.

Elle est notamment titulaire de la marque verbale de l'Union européenne MACKAGE n°887070, enregistrée le 29 mars 2006 dans, la classe 25 pour désigner notamment les « *articles vestimentaires, à savoir, ceintures autres qu'en cuir, chapeaux, blazers, jupes, culottes, pantalons, chemises, corsages, ainsi que vêtements de dessus pour dames et messieurs, à savoir, manteaux* ».

La société PUNTO FA SL, de droit espagnol conçoit, fabrique et distribue des articles de prêt à porter et des accessoires. Elle exploiterait également le site internet www.shop.mauo.com qui commercialise en ligne les articles de la marque MANGO.

La société MANGO France, a pour activité la distribution sur le territoire français d'articles de prêt-à-porter, d'accessoires, et exploite les boutiques de l'enseigne MANGO dans lesquelles sont vendues les articles sous les marques MNG et MANGO.

La société MANGO HAUS SMAN, filiale de la société PUNTO FA SL, exploite la boutique MANGO situé 54 boulevard Haussmann à Paris.

La société MANGO ON LINE SA exploiterait le site de vente en ligne accessible en France, mais cela est contesté par les défendeurs.

L'ensemble des boutiques MANGO commercialisent notamment en France des articles revêtus de la marque MANGO ou MNG.

La société APP GROUP expose commercialiser un manteau MARLA, créé pour la saison Automne/Hiver 2011-2012. Elle reproche aux sociétés du groupe MANGO de commercialiser un manteau appelé YOLANDA qui serait selon elle contrefaisant de son manteau MARLA.

Par ordonnance du 6 janvier 2017, la société APP GROUP a été autorisée à procéder à des opérations de saisie-contrefaçon au sein des boutiques : MANGO HAUSSMANN (54 boulevard Haussmann, 75009), MANGO (82 rue de Rivoli — 75001 Paris), ainsi qu'au siège social de MANGO France.

Lors de ses opérations de saisie-contrefaçon, l'huissier instrumentaire a procédé, le 9 janvier 2017, à la saisie de plusieurs exemplaires du produit allégué de contrefaçon au sein des boutiques MANGO, situées Boulevard Haussmann et rue de Rivoli à Paris.

La société APP GROUP a également réalisé un constat en ligne sur le site **www.shop.mango.com**.

Par acte du 6 février 2017, la société APP GROUP a assigné les sociétés du groupe MANGO pour des faits de contrefaçon de droit d'auteur et de concurrence déloyale concernant le manteau YOLANDA commercialisé sous la marque MANGO.

Dans ses dernières conclusions récapitulatives notifiées par voie électronique en date du 2 juillet 2018, la société APP GROUP, au visa des articles .111-1 et suivant et L331-1-3 du Code de la propriété intellectuelle, ainsi que de l'article 1240 du Code civil, en ces termes au Tribunal de :

DIRE et JUGER la société APP GROUP recevable à agir, ce y compris à l'encontre de la société MANGO ON LINE,

DEBOUTER la société MANGO ON LINE de sa demande de mise hors de cause,

DIRE et JUGER que le manteau MARLA est original et, à ce titre, protégeable au titre du Livre I du Code de la propriété intellectuelle,

DIRE ET JUGER que la création, la distribution et la commercialisation par les sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA du manteau référencé YOLANDA constitue la contrefaçon des droits d'auteur détenus par la société APP GROUP sur le manteau MARLA,

DIRE ET JUGER qu'il existe également des faits distincts de concurrence déloyale et parasitaire constituant une faute de la part des sociétés PUNTO FA SL, MANGO France, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA sur le fondement des articles 1240 et suivants du Code civil,

En conséquence,

DEBOUTER les sociétés MANGO HAUSSMANN, MANGO FRANCE, PUNTO FA SL et MANGO ON LINE SA de l'ensemble de leurs demandes, fins et conclusions

CONDAMNER :

- la société MANGO HAUSSMANN a' verser a' la société APP GROUP une somme de 1.732 euros au titre du préjudice financier subi du fait des actes de contrefaçon,
- la société MANGO FRANCE a' verser a' la société APP GROUP une somme de 211.383 euros au titre du préjudice financier subi du fait des actes de contrefaçon,
- les sociétés MANGO HAUSSMANN, MANGO France, PUNTO FA SL et MANGO ON LINE SA, solidairement, à verser à la société APP GROUP une somme de 50.000 euros au titre du préjudice moral subi du fait des actes de contrefaçon commis,

CONDAMNER solidairement les sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA à payer à la société APP GROUP une somme de 50.000 euros en réparation des actes déloyaux et parasitaires commis à son encontre,

INTERDIRE sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA de détenir, d'offrir et de vendre le manteau YOLANDA et ce, sous astreinte de 1.500 euros par infraction constatée a compter de la signification du jugement à intervenir,

ORDONNER sous le contrôle d'un huissier de justice désigné à cet effet aux frais des sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA et sous astreinte de 1.500 euros par jour de retard a' compter de la signification du jugement a intervenir la destruction de la totalité du stock de produits juges contrefaisants en sa possession,

DIRE ET JUGER que les astreintes prononcées seront liquidées s'il y a lieu par le Tribunal ayant statue sur la présente demande,

ORDONNER la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou revues au choix de la société APP GROUP et aux frais des sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA à raison de 10.000 euros par insertion, et ce au besoin à titre de dommages et intérêts complémentaires, ainsi que sur le site internet, www.shop.mango.com,

ORDONNER l'exécution provisoire du jugement à intervenir en toutes ses dispositions nonobstant appel et sans constitution de garantie,

CONDAMNER solidairement les sociétés PUNTO FA SL, MANGO FRANCE; MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA à payer, chacune, à la société APP GROUP la somme de 10.000 euros, soit 40.000 euros au total, au titre de 700 du Code de procédure civile,

Les CONDAMNER aux entiers dépens, qui comprendront notamment les frais de constat d'huissier et d'opérations de saisie, dont distraction au profit de M V B , Avocat, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

Dans leurs dernières conclusions récapitulatives notifiées par voie électronique en date du 29 juin 2018, les sociétés MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN, PUNTO FA SL, MANGO ON LINE SA, au visa des articles 2 de la Constitution du 4 octobre 1958, L111-1 et suivants et L331-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle et 1240 du Code civil, en ces termes au Tribunal de :

DECLARER irrecevable l'action en contrefaçon et en concurrence déloyale et parasitaire a l'encontre de la société MANGO ON LINE, a défaut pour la société APP de rapporter la preuve de la commercialisation par la société MANGO ON LINE de la parka litigieuse sur le territoire français.

DECLARER la société APP irrecevable en ses demandes formées sur le fondement du droit d'auteur, a défaut pour elle d'identifier clairement la physionomie de l'oeuvre revendiquée à une date de création certaine qu'elle a elle-même fixée au 12 août 2010 et qui est sans aucun doute fausse ;

DIRE ET JUGER que la parka Marla sur laquelle la société APP revendique des droits n'est pas originale, et ne saurait ainsi accéder à la protection par le droit d'auteur ;

DIRE ET JUGER qu'en tout état de cause, les actes de contrefaçon de droit d'auteur reproches aux sociétés MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN, PUNTO FA SL et MANGO ON LINE SA ne sont pas caractérisés ;

DIRE ET JUGER que les sociétés MANGO FRANCE, PUNTO FA SL, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA n'ont commis aucun acte de concurrence déloyale au préjudice de la société APP distinct des actes de contrefaçon allégués ;

DIRE ET JUGER que les sociétés MANGO FRANCE, PUNTO FA SL, MANGO HAUSSMANN et MANGO ON LINE SA n'ont commis aucun acte de parasitisme au, préjudice de la société APP distinct des actes de contrefaçon allégués

En conséquence,

DEBOUTER la société APP de l'ensemble de ses demandes, fins et conclusions ;

En tout état de cause,

CONDAMNER la société APP à verser à chacune des sociétés MANGO FRANCE, MANGO HAUSSMANN, PUNTO FA SL et MANGO ON LINE SA la somme de 15.000€ au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ;

CONDAMNER la société APP aux entiers dépens de la présente instance, dont distraction au profit de la SELAS DE GAULLE FLEURANCE & ASSOCIES, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

L'ordonnance de clôture a été rendue le 5 juillet 2018.

MOTIFS

Sur l'irrecevabilité de la demande à l'encontre de la société MANGO ON LINE

Les sociétés défenderesses affirment que si la société MANGO ON LINE exploitait le site de vente en ligne accessible en France, elle a été depuis liquidée et qu'elle devrait de ce fait être mise hors de cause et toutes les demandes déclarées irrecevables à son encontre.

La société APP GROUP réplique que les conditions générales de vente présentes sur le site litigieux précisent que la société PUNTO FA est propriétaire des produits figurant sur le site mais qu'il ne serait nullement mentionné qu'elle exploite le site internet, qu'au contraire de nombreux éléments démontrent que c'est la société MANGO ON LINE qui exploite le site internet litigieux.

Sur ce ;

Il ressort des mentions légales du site internet shop.mango.com que ce dernier est exploité en 2018 par la société PUNTO FA, qui est d'ailleurs le titulaire du nom de domaine mango.fr. (pièce 29 en demande).

Les défendeurs relèvent que l'extrait du registre du commerce et des sociétés espagnol concernant la société MANGO ON LINE produit par la société APP (pièce 8 en demande), mentionne :» Observation : Extinction » ce qui signifierait "liquidée". Néanmoins, il n'est justifié ni de la date ni des conditions de cette « extinction » de la société MANGO ON LINE.

En revanche, il est établi par l'attestation de l'expert-comptable MANGO datée de mars 2018 (pièce 23 en défense) que des ventes du produit litigieux ont été effectuées par « la société MANGO ON LINE SA » (et non pas seulement les ventes de MANGO « on line » c'est à dire en ligne, comme le soutiennent les défendeurs) en 2016 et 2017, dates des actes de contrefaçon reprochés dans le présent litige.

Par conséquent, il ne sera pas fait droit à la demande de mise hors de cause de cette société et les demandes seront déclarées recevables à son encontre.

Sur la divulgation du manteau revendiqué

La société APP GROUP prétend qu'elle est titulaire de droits d'auteur sur le manteau MARLA, créé en 2011-2012 pour la collection Automne/Hiver, et produit à cet effet des croquis réalisés le 12 août 2010. Elle verse également aux débats des commandes de fabrication des manteaux MARLA auprès de son fournisseur chinois et des factures de commercialisation.

Elle soutient que le manteau MARLA est vendu sous la marque MACKAGE depuis 2012 en France.

Les sociétés du groupe MANGO soutiennent que la date de création de ce manteau serait incertaine en soulignant que les croquis produits n'ont aucune valeur probante. Elles affirment également que le croquis de 2010 (A/H 2011) ne correspondrait pas au modèle revendiqué, que les factures ne permettraient pas d'identifier le manteau litigieux, et que le manteau MARLA aurait beaucoup évolué entre 2010 et la date des faits litigieux.

Sur ce ;

L'article L113-1 du code de la propriété intellectuelle dispose que la qualité d'auteur appartient sauf preuve contraire à celui ou à ceux sous le nom duquel l'oeuvre est divulguée.

Une personne morale qui commercialise une oeuvre sous son nom de façon non équivoque est présumée titulaire des droits d'exploitation à l'égard des tiers poursuivis en contrefaçon en l'absence de revendications du ou des auteurs.

Pour bénéficier de cette présomption, il lui appartient de caractériser l'oeuvre sur laquelle elle revendique des droits, de justifier de la date et des modalités de la première commercialisation sous son nom et d'apporter la preuve que les caractéristiques de l'oeuvre qu'elle a commencé à commercialiser à cette date sont identiques à celles qu'elle revendique.

Si les conditions de commercialisation apparaissent équivoques, il lui appartient alors de préciser les circonstances de fait et de droit qui la fondent à agir en contrefaçon.

En l'espèce, la société APP GROUP revendique des droits d'auteur sur la veste appelée MARLA dont elle verse au débat un exemplaire original (pièce 21 en demande).

Pour démontrer que ce manteau a été créé en 2010 et divulgué en France pour la collection 2011/2012 dès février 2012, la société APP GROUP produit notamment :

- deux fiches techniques manteau MARLA 2011/2012, 2012/2013 (en pièces 13 et 14)

- les Lookbook A/H 2011, 2012, 2014 à 2016 (pièces 15 à 19) et deux factures de l'imprimeur (pièces 72 et 73)

- des bons de commande manteau MARLA de 2011 à 2016 (pièces 30 à 35)

- des factures (pièces 38 à 47)

- une attestation de Mme E D qui se présente comme l'auteur ayant cédé ses droits (pièce 94)

- des croquis du manteau MARLA du 26 mars 2012 (pièce 95).

Au vu de ces pièces, le tribunal constate, comme l'ont fait remarquer les défenderesses, que le manteau appelé « MARLA » a évolué dans le temps.

Ainsi le manteau « MARLA » apparaissant sur le Lookbook A/H 2011 n'est pas celui qui est revendiqué dans le présent litige.

Dans la version 2011, le manteau « MARLA » est, à l'évidence, cintré, la partie blouson amovible à l'intérieur de la veste n'est pas présente, ni la poche centrale en haut côté droit avec une fermeture en cuir de vachette.

Les factures de commercialisation versées au débat mentionnent différentes versions du MARLA appelées « MARLA », « MARLA F2 », « MARLA F3 » ou « MARLA F4 », ce qui ne permet pas au tribunal de savoir sur quelle version porte la commercialisation.

En revanche, sur le Lookbook A/H 2012 (pièce 15) apparaît un manteau « MARLA-B » sur lequel le tribunal retrouve les caractéristiques revendiquées dans le présent litige.

Parmi les fiches techniques de création produites en demande, la fiche de création datée de mars 2012 pour la collection Fall/Winter 2012- 2013 intitulée « MARLA-B » (pièce 95) correspond au manteau tel que revendiqué.

Ce document interne est corroboré par la production de la capture d'une page issue d'un blog de mode avec un commentaire posté le 31 mars 2012 rédigé en anglais mais accessible en France qui fait apparaître des photographies du défilé Mackage A/H 2012 au Canada, dont celle du manteau tel que revendiqué (pièce 87).

La société APP GROUP justifie donc d'une divulgation à la date du 31 mars 2012 sous son nom du manteau appelé « MARLA B » qui est conforme au produit original de la pièce 21.

Ce manteau « MARLA B » se retrouve dans les Lookbook A/H de 2015 et 2016, sous la marque MACKAGE appartenant à la société APP GROUP (pièces 18/19), ce qui démontre une commercialisation continue et non équivoque par la demanderesse.

Sur l'originalité du manteau MARLA

La société APP GROUP soutient que le manteau MARLA serait original car empreint d'un style particulier propre aux créateurs de la marque et se détachant des catégories classiques de doudounes de par la combinaison d'éléments et leur agencement particulier conférant au manteau une physionomie propre traduisant une recherche esthétique originale.

Les sociétés MANGO répondent que le manteau MARLA relève d'une simple tendance de mode et serait donc dénué d'originalité.

Sur ce ;

L'article L.111-1 du code de la propriété intellectuelle dispose que l'auteur d'une oeuvre de l'esprit jouit sur cette oeuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous, comportant des attributs d'ordre intellectuel et moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

Le droit de l'article susmentionné est conféré, selon l'article L.112-1 du même code, à l'auteur de toute oeuvre de l'esprit, quels qu'en soit le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination.

Il se déduit de ces dispositions le principe de la protection d'une oeuvre sans formalité et du seul fait de la création d'une forme originale.

Néanmoins, lorsque cette protection est contestée en défense, l'originalité d'une oeuvre doit être explicitée par celui qui s'en prétend

auteur, seul ce dernier étant à même d'identifier les éléments traduisant sa personnalité.

En l'espèce, la société APP GROUP revendique les caractéristiques suivantes :

« 1. Manteau d'hiver décliné dans les couleurs noires, bleues marines et kaki ;

2. Capuche en fourrure véritable de lapin, bordée d'une fourrure raccoon ;

3. Sur la capuche, figure deux surpiques, le logo de la marque ainsi qu'une boucle en métal placée au centre ;

4. La capuche est entièrement amovible grâce à un zip discret et entièrement caché ;

5. Les manches se terminent à l'aide de protège poignets noirs en laine véritable ;

6. L'avant du manteau est composé de 5 poches :

o 2 poches doublées en matière polaire et apposées de manière penchée,

o 2 poches zippées apposées juste au-dessus et selon la même disposition que les poches doublées,

o 1 poche zippée sur laquelle figure une finition en cuir est apposée au niveau de la poitrine droite,

7. La partie principale du manteau se ferme à l'aide d'une fermeture zippée ainsi que 7 boutons pressions, dont 3 figurent sur le col montant ; tant les boutons pressions et fermeture zippée sont invisibles car recouvert par un rabat de la même matière que le manteau principal ;

8. Une finition en cuir est apposée sur les boutons pressions ;

9. L'arrière du manteau comporte une surpique verticale ainsi que deux surpiques le long des manches ;

10. L'intérieur du manteau est composé d'une deuxième couche se fermant à l'aide d'une fermeture zippée. Cette couche est entièrement amovible, un zip discret étant placé sur chaque côté de cette seconde partie ;

Enfin, le manteau peut être resserré au niveau de la taille à l'aide de deux élastiques placés sur les deux cotés centre du manteau. ».

Ceci correspond à une description précise et détaillée mais purement objective qui ne permet pas de révéler l'empreinte de la personnalité de son auteur.

La demanderesse, pour démontrer le caractère « unique et original » qu'elle allègue, s'appuie sur l'attestation de Mme E D, la créatrice, qui souligne le caractère sophistiqué, polyvalent et convertible du manteau MARLA (pièce 94 en demande).

Ainsi, la société APP GROUP fait valoir dans ses conclusions que :
«La superposition de deux couches intérieures donne un relief certain à ce manteau et un look particulièrement moderne. Par ailleurs, la combinaison des matières (cuir, tissu, élastique, fourrure) est tout à fait spécifique et lui confère une élégance rare dans ce domaine, tant les matières utilisées sont nobles et travaillées. »

Cependant, le fait d'apposer de la fourrure sur la capuche et de border les fermetures éclair d'un ruban de cuir pour donner un aspect sophistiqué à la parka est déjà vu dans la tendance des « parkas ou doudounes urbaines » déjà existante sur le marché au moment de la divulgation du manteau MARLA en mars 2012 (modèle The Kooples déposé en 2010, vestes Aigle ou Canada Goose de 2009 en pièces 11 et 12 en défense).

En outre, l'aspect amovible du blouson ou plastron interne qui permet d'éviter de mettre écharpe ou col et de porter la version plus légère par temps plus clément était également connu en mars 2012 (pièces 11-2 et 12-1 modèle Parka Mambo déposé en 2010 ou veste amovible Aigle de 2007 en défense).

Ainsi n'est-il pas démontré un effort créatif suffisant dans la combinaison revendiquée par la demanderesse sur son manteau MARLA pour accéder à la protection du droit d'auteur.

La société APP GROUP sera en conséquence déboutée de toutes ses demandes fondées sur la contrefaçon de droit d'auteur.

Sur les actes de concurrence déloyale et parasitaire complémentaires

La société APP GROUP soutient que les sociétés du groupe MANGO ont profité des investissements réalisés par elle afin de développer et promouvoir un manteau en réalisant notamment des économies sur les frais de conception et de stylisme et sur les frais de promotion dudit manteau, en profitant de sa renommée.

Elle leur reproche d'avoir, par la commercialisation du manteau YOLANDA, vulgarisé son manteau MARLA en utilisant des matières

qui sont moins nobles et en le vendant à un prix vil, ce qui aurait détourné la clientèle à son profit.

La sociétés du groupe MANGO répliquent que la société APP GROUP ne distingue en rien les faits sur lesquels elle fonderait son action en contrefaçon des faits sur lesquels elle fonde son action en concurrence déloyale.

Elles ajoutent que les différences de coûts sont liées aux différences de coûts des matières premières et qu'elles auraient elles-mêmes supporté leurs propres coûts de conception et fabrication.

Sur ce ;

Vu l'article 1240 du code civil,

La concurrence déloyale comme le parasitisme présentent la caractéristique commune d'être appréciés à l'aune du principe de la liberté du commerce qui implique qu'un produit qui ne fait pas ou ne fait plus l'objet de droits de propriété intellectuelle, puisse être librement reproduit, sous certaines conditions tenant à l'absence de faute par la création d'un risque de confusion dans l'esprit de la clientèle sur l'origine du produit ou par l'existence d'une captation parasitaire, circonstances attentatoires à l'exercice paisible et loyal du commerce.

A défaut de droit privatif sur le manteau MARLA, et à défaut de faits distincts de la contrefaçon la société APP GROUP ne peut légitimement reprocher aux sociétés MANGO d'avoir commis des actes fautifs, tant sur le fondement de la concurrence déloyale que sur le parasitisme ; elles étaient en effet en droit de commercialiser sous leur nom un vêtement banal dans des matières premières de moindre qualité et donc de moindre coût.

La société APP GROUP sera donc également déboutée de ses demandes de ce chef

Sur les autres demandes

La demanderesse, qui succombe, supportera la charge des dépens.

Il paraît, de plus, équitable, de la condamner au paiement de la somme globale de 6000 euros, soit 1500 euros à chacune des sociétés en défense, sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

La société APP GROUP étant déboutée, il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement par mise à disposition au greffe du jugement contradictoire et rendu en premier ressort,

Déclare les demandes recevables à l'encontre de la société MANGO ON LINE SA,

Déboute la société APP GROUP de ses demandes fondées sur la contrefaçon de droit d'auteur concernant le manteau MARLA,

Déboute la société APP GROUP de ses demandes au titre de la concurrence déloyale et parasitaire,

Condamne la société APP GROUP à payer aux sociétés MANGO la somme globale de 6000 euros, soit 1500 euros à chacune des sociétés en défense, en application de l'article 700 du code de procédure civile,

Dit n'y avoir lieu à l'exécution provisoire,

Condamne la société APP GROUP aux entiers dépens.